INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 30 janvier 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont légèrement reculé alors que les prochains jours seront particulièrement chargés, tant sur le plan de l’actualité des Banques centrales, que des sociétés. L'indice CAC 40 a clôturé en repli de 0,21% à 7 082,01 points tandis que l'EuroStoxx50 a cédé 0,44% à 4 159,55 points. Ce dernier a été lesté par les valeurs technologiques. Aux Etats-Unis, le rouge dominait également, avec un repli du Dow Jones de 0,31% vers 17h30.
* La Fed fera connaître sa décision de politique monétaire, mercredi – une hausse de 25 points de base des taux directeurs est attendue, ce qui marquerait un ralentissement par rapport à décembre :  +50 points de base.
* Pour le gestionnaire d'actifs, abrdn, la Banque centrale ne voudra pas que les marchés interprètent son rythme plus modéré de resserrement comme un signe de l'imminence d'un changement de politique. En effet, la Fed insistera sur le fait qu'il reste beaucoup à faire pour ramener l'inflation vers l'objectif et que la politique devra rester stricte pendant une longue période pour y parvenir.
* " Elle risque cependant d'avoir du mal à convaincre les marchés, qui tablent déjà sur des baisses de taux plus tard dans l'année, sur la base d'un atterrissage en douceur relativement indolore de la croissance et de l'inflation ", prévient le spécialiste.
* Cette décision sera suivie jeudi par celles la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne. Des augmentations de 50 points de base des taux directeurs sont anticipées. Leurs commentaires sont plus attendus que les resserrements monétaires.
* Si les investisseurs anticipent depuis ces dernières semaines un atterrissage en douceur des économies occidentales, deux statistiques sont venues contrarier un tel scénario.
* Autre nouvelle défavorable, l'inflation espagnole a accéléré en janvier pour la première fois en 6 mois. Elle s'est élevée à 5,8% en rythme annuel contre un consensus de 4,9% et 5,7% en décembre. Hors alimentation et énergie, l'inflation est passée de 7% à 7,5%.
* L'agenda des publications de résultats d'entreprises est aussi dense cette semaine, avec Apple, Amazon, Alphabet et Meta.
* La monnaie unique grappille 0,01% à 1,0871 dollar après être passée un temps au-dessus de 1,09 dollar. " Les principaux taux de change sont restés relativement stables au cours de la nuit et devraient faire preuve d'attentisme avant les prochaines réunions de politique de la Fed (mercredi), de la BCE (jeudi) et de la Banque d'Angleterre (jeudi) ", explique MUFG. Si les hausses de taux directeurs ne devraient pas réserver de surprise, les cambistes espèrent en savoir plus sur la future trajectoire des taux.
* UBS a rehaussé ses prévisions pour le cours de l’once d’argent à 24 dollars pour mars et juin, à 26 dollars pour septembre et à 28 dollars pour décembre. Le spécialiste anticipait auparavant 21 dollars pour mars, 22 dollars pour juin, 23 dollars pour septembre et 24 dollars pour décembre. « Un dollar plus faible, des réductions potentielles des taux d'intérêt de la Fed vers la fin de l'année et un environnement dans les marchés émergents plus ferme (Chine) pourraient déclencher une plus grande demande d'investissement et des prix plus élevés », explique la banque suisse.

UBS pense que les replis de prix en dessous de 22 dollars l'once devraient être achetés si les investisseurs peuvent supporter une volatilité de 30%.

* L’Allemagne a enregistré une contraction de 0,2% de son PIB au quatrième trimestre relativement au précédent, a indiqué Destatis, l’office fédéral de la statistique. Les économistes anticipaient en moyenne un PIB stable. Il a été pénalisé par l’affaiblissement de la consommation privée, qui a souffert du niveau élevé de l’inflation. Le PIB a augmenté de 0,5% sur un an. En 2022, l’Allemagne a enregistré une croissance de 1,8% contre +2,6% en 2021.
* Le Groupe BPCE a publié une nouvelle édition de BPCE L’Observatoire sur l'économie du sport. À partir des travaux menés sur les différents agents économiques de la filière sport, BPCE L’Observatoire aboutit à une évaluation du poids du sport dans le PIB à 2,6 %, représentant 64 milliards d’euros. La consommation finale en biens et services sportifs des ménages représente 53 des 64 milliards du PIB du sport. Elle est calculée sur la base de l’activité des entreprises du sport et des transferts provenant des associations et des administrations publiques.

L'investissement en sport, évalué principalement via les comptes des entreprises et des collectivités, s'élève quant à lui à 12 milliards d'euros.

Le secteur public soutient le sport à hauteur de 20 milliards d'euros par an. Les collectivités territoriales sont le premier financeur public du sport en France. Leur contribution est estimée par BPCE L'Observatoire à 12,5 milliards d'euros, soit près du double du budget de l'État dans le sport, Éducation nationale comprise.

Ce sont plus précisément les communes qui portent la plus grande partie de cette contribution financière, avec 8 milliards d'euros. Leur implication est également indirecte puisque l'intercommunalité alloue chaque année 3,1 milliards d'euros au sport, le plus souvent en complément des municipalités.

Avec 128 000 entreprises identifiées, la filière sport confirme sa richesse et sa diversité mais aussi sa vitalité avec 10 000 à 15 000 créations d'entreprises par an. Très hétérogène, le tissu productif privé du sport tend à se fragmenter d'un point de vue démographique mais à se concentrer économiquement.

En effet, on dénombre 101 000 entreprises sans salarié, principalement dans l'enseignement et le coaching, représentant moins de 10 % du chiffre d'affaires total de la filière. 3 500 PME, ETI et grandes entreprises, pour l'essentiel dans le commerce, le sport spectacle et la fabrication, assurent 51 milliards d'euros de chiffre d'affaires sur les 71 milliards d'euros générés par la filière.

**SOCIETES**

* A Paris, Renault a fini à la dernière place du CAC 40; les grandes lignes de la refonte de son alliance avec Nissan ayant déjà fuité dans le presse. En revanche, Alten a échappé à la baisse grâce à une bonne fin d'année.
* Renault a été lanterne rouge du CAC 40 (-4,12% à 36,63 euros) après avoir annoncé un accord pour restructurer son Alliance avec Nissan. Si cet accord était attendu depuis longtemps, les grandes lignes avaient été éventées dans la presse ces derniers mois. Renault surperforme ainsi largement Stellantis en Bourse sur les 6 derniers mois. Les investisseurs regrettent également l’absence de détails dans la communication des deux groupes automobiles.

"L'ambition est de renforcer les liens de l'Alliance et de maximiser la création de valeur pour l'ensemble des parties prenantes", précise le communiqué.

A travers cet accord, les deux entités conserveraient une participation croisée de 15%, contre 43% pour Renault actuellement, avec une obligation de conservation, ainsi qu'une obligation de plafonnement de leurs participations.

Par ailleurs, Nissan investirait dans Ampere, le pure player de l'électrique et du software fondé par Renault Group, dans le but de devenir un actionnaire stratégique. Une introduction d'Ampere en bourse à Paris est envisagée au plus tôt au second semestre 2023. Cette opération est particulièrement attendue par les investisseurs et la direction vise une valorisation de 10 milliards d'euros, explique Jefferies.

Nissan et Renault ont enfin fait mention de projets clés en Amérique latine, en Inde et en Europe, qui seraient déployés selon trois dimensions : marchés, véhicules et technologies.

* Orpea a annoncé la reprise des discussions avec un groupement d'investisseurs français tiers mené par la Caisse des Dépôts et Consignations, et un groupe de créanciers financiers non sécurisés détenant environ 50% de sa dette non-sécurisée, d'un montant de 3,8 milliards d'euros. "La société a par ailleurs demandé à Euronext Paris la suspension de la cotation de ses actions et de l’ensemble de ses titres obligataires dans l’attente de la publication d’un communiqué de presse", a fait savoir le groupe de maisons de retraite. La cotation du titre est suspendue ce 30 janvier.

Orpea annonce ce jour la reprise de négociations engagées le 11 janvier avec le consortium mené par la CDC, discussions interrompues le 19 janvier : elle souhaite en particulier disposer du contrôle de la gouvernance.

* Alten a échappé à la baisse du marché, progressant de 1,8% à 141,10 euros et a affiché la plus forte progression de l’indice SBF 120. Les investisseurs saluent la fin d'année et les perspectives favorables du spécialiste de l'ingénierie et des services IT. Il s’agit d’une « performance de haute volée » pour Invest Securities qui a rehaussé son objectif de cours de 126 euros à 144 euros. Plusieurs brokers ont suivi son exemple et revalorisé le dossier, dont Kepler Cheuvreux de 162 euros à 168 euros.

Au quatrième trimestre, la croissance d'Alten est ressortie à 14,9% données constantes à 999,9 millions d'euros, dont une hausse de 9,6% en France et de 17,6% hors de France.

Sur l'ensemble de 2022, le chiffre d'affaires a progressé de 29,3% à 3,78 milliards d'euros. À périmètre et change constants, la croissance est de 17,7%, dont une hausse de 12,3% en France et de 20,7% hors de France. Le spécialiste de l'ingénierie et des services IT visait une croissance interne supérieure à 15%.

" La plupart des zones géographiques sont en forte croissance, supérieure ou égale à 10% " a précisé Alten.

Tous les secteurs d'activité sont en croissance, en particulier, les secteurs Aéronautique Civil, Automobile, Défense & Sécurité, Sciences de la vie, Electronique et Banques/Assurance.

" Le début de l'année 2023 s'inscrit dans la continuité des tendances observées sur 2022. La demande reste solide ", observe Alten. " La croissance de l'activité dépendra de l'évolution des environnements géopolitiques et macroéconomiques ".

* Dans le cadre de son plan stratégique Power Up 2025, le distributeur de matériel électrique Rexel annonce ce lundi trois transactions, deux acquisitions en Amérique du Nord et la cession de ses activités en Norvège, renforçant ainsi le portefeuille du Groupe. L'acquisition de Buckles Smith Electric Company aux États-Unis a été signée et finalisée le 5 janvier 2023. Celle de Lineman's Testing Laboratories au Canada a été signée et finalisée le 17 janvier 2023.

Rexel annonce également la signature de la cession de ses opérations en Norvège à Kesko le 27 janvier 2023. La finalisation de l'opération est soumise à l'approbation de l'autorité de la concurrence en Norvège.

Les trois transactions combinées seront relutives pour Rexel dès la première année en termes de profitabilité, de résultats et de Retour sur Capitaux Employés (ROCE).

Elles s'inscrivent pleinement dans la feuille de route stratégique Power Up 2025 annoncée en juin 2022.

* Neoen, un des principaux producteurs indépendants d'énergie exclusivement renouvelable, annonce avoir signé fin décembre 2022 un virtual power purchase agreement (Virtual PPA) avec Coveris, l'un des leaders européens dans le secteur du packaging. Il s'agit du deuxième Corporate PPA signé par Neoen en Suède. Selon les termes de ce contrat, Coveris achètera l'équivalent de plus de 60% de l'électricité verte (avec ses garanties d'origine) produite et injectée sur le réseau suédois par le futur parc éolien de Storbrännkullen, dont la capacité totale sera de 57,4 MW.

Ce contrat, d'une durée de 10 ans, est partiellement indexé sur les prix du marché. Le reste de l'énergie et des garanties d'origine seront vendues par Neoen sur le marché de l'électricité nordique.

Le parc éolien de Storbrännkullen est situé dans les comtés de Jämtland et de Västernorrland, sur les communes de Ragunda, Strömsud et Sollefteå, à une centaine de kilomètres de la ville d'Östersund. Sa construction a débuté en juillet 2022 et il devrait être mis en service fin 2023.

Avec la signature de ce deuxième PPA, quelques semaines après celle du plus important PPA solaire (90 MWc) conclu en Suède pour le parc photovoltaïque de Hultsfred, Neoen démontre sa capacité à concrétiser des projets solaires et éoliens d'envergure.

Neoen affirme ainsi son ambition de devenir un acteur de référence en Suède et de participer activement à l'atteinte de l'objectif national de 100% d'énergie décarbonée d'ici 2040. Présente en Suède depuis 2020, l'équipe locale de Neoen s'est rapidement étoffée. Elle développe à travers le pays un portefeuille de plusieurs centaines de MW éoliens et solaires, ainsi que des projets de stockage.

**ANALYSE**

* Les faucons sont si nombreux à Francfort qu'on n'entend plus le roucoulement des colombes. Pour s'en apercevoir, ce n'est pas le ciel qu'il faut regarder, mais la tour de la Banque centrale européenne sur les bords du Main. Au sein du Conseil des gouverneurs, les partisans d'une ligne dure – surnommés les faucons - semblent avoir pris le pas sur les colombes, les banquiers centraux qui favorisent une approche moins restrictive, de nature à soutenir l'économie européenne.

Ces derniers – qui étaient largement majoritaires il y a tout juste deux ans - se sont faits beaucoup plus rares depuis que l'inflation a bondi en zone euro. Face à la hausse vertigineuse des prix à la consommation, qui atteint le record de 10,6 % en octobre, le choix d'une réponse forte s'est imposé. La BCE a ainsi monté ses taux de 250 points de base entre juillet et décembre, son plus violent resserrement monétaire depuis sa création, et ce sans réelle opposition en interne.

La baisse surprise de l’inflation, en décembre, a pu laisser penser que les colombes allaient pouvoir à nouveau faire entendre leur voix. Mais le rapport de force est toujours du côté des faucons. La lecture des minutes, le compte rendu de la dernière réunion de la BCE, montre que ces derniers, « un grand nombre », ont essayé d'imposer un relèvement de taux de 75 points de base. Et ils n'ont consenti à une hausse de 50 points de base qu'en échange d'un engagement de la présidente de l'institution - Christine Lagarde - à poursuivre des augmentations de même ampleur lors des prochaines réunions.

De fait, un nouveau relèvement de 50 points de base lors de la prochaine réunion paraît acquis. Même Philip Lane - l'économiste en chef de la BCE, qui ne compte pas parmi les plus acharnés des sectateurs de l'orthodoxie monétaire - s'est prononcé pour la poursuite des hausses de taux cette année. Confortés par les propose de Christine Lagarde à Davos, qui a insisté sur le fait qu'il fallait que les taux restent en « territoire restrictif [quand le niveau des taux directeurs ralentit l'économie, NDLR] suffisamment longtemps » pour réduire l'inflation, les faucons ont redoublé d'énergie.

Le Néerlandais Klaas Knot, leur chef de file au sein du Conseil des gouverneurs, a déclaré qu'il fallait encore au moins deux hausses de taux de 50 points de base et que le moment où la BCE pourrait réduire le rythme était « encore très loin ». Une affirmation reprise par le Slovaque Peter Kazimir, faucon de la première heure, qui a estimé que la baisse de l'inflation était une bonne nouvelle, mais insuffisante pour ralentir le resserrement monétaire.

Même l'Irlandais Gabriel Makhlouf, pourtant compté encore récemment parmi les colombes, a déclaré « qu'il ne serait pas surprenant de voir la BCE sur cette voie de hausse des taux d'intérêt au-delà du premier trimestre ». Considéré comme plutôt centriste, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, voit pour sa part le resserrement se poursuivre jusqu'à l'été. Tout en estimant qu'il est trop tôt pour se livrer à des conjectures sur la décision de mars.

Ces derniers jours cependant, les membres les plus modérés du Conseil des gouverneurs - dont l'Italien Ignazio Visco et le Grec Yannis Stournaras - ont essayé de faire entendre une voix dissonante, pointant les risques pour l'économie européenne d'une poursuite trop agressive des relèvements des taux. Fabio Panetta, membre du directoire de la BCE, a pour sa part estimé, dans une interview au « Handelsblatt », que les révisions des prévisions économiques en mars devraient être prises en compte dans l'orientation de la politique monétaire. Et que les hausses ne devaient pas être automatiques. Mais sans chercher à appeler directement à une pause ou même à une réduction de l'ampleur des tours de vis.

« Des hausses de taux 'non mécaniques', voilà la réponse la plus ferme qu'on puisse obtenir des colombes de la BCE ces jours-ci. Tout est dit », résume, dans un tweet ironique, Frederik Ducrozet chez Pictet.

**L’AGENDA DU 31 janvier 2023**

**7h30 en France**

Consommation des ménages en biens en décembre

PIB au quatrième trimestre

**8h00 en Allemagne**

PIB au quatrième trimestre

Ventes au détail en décembre

**8h45 en France**

Inflation en janvier

Indice des prix à la production en décembre

**9h55 en Allemagne**

Taux de chômage en décembre

**15h00 aux Etats-Unis**

Indice S&P Case-Shiller des prix immobiliers en novembre

**15h45 aux Etats-Unis**

Indice des directeurs d'achat de la région de Chicago en janvier

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board en janvier